G20: Prépondérance des pays émergents au détriment des Européens

26/09/2009 à 5h39

Le G20 va remplacer le G8 pour gérer les problèmes économiques de la planète et les pays émergents vont monter en puissance au sein du Fonds monétaire international (FMI)… au détriment des Européens.

Les crise financière et économique avaient conduit les grandes économies du monde à élargir aux économies "émergentes" leur cénacle de discussion et de décision **afin de se rapprocher d'une gouvernance mondiale** : depuis septembre 2008, le G8, qui rassemblait uniquement les pays industrialisés du Nord (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Russie), a ainsi cédé le pas au G20, dont les pays membres présentent 85 % du produit intérieur brut (PIB) mondial.

Ce G20 va être pérennisé et se substituer progressivement au G8. Son principal objet sera de développer une croissance durable dans le monde, sans les déséquilibres financiers et commerciaux qui ont contribué à mettre la planète financière au bord du gouffre. Pour l'heure, le G20 prône le maintien des mesures de relances monétaires et budgétaires pour ne pas entraver la reprise économique.

Les pays émergents vont également prendre plus de poids au sein du FMI : 5 % des parts de cette institution devraient changer de main, après une première réallocation de 2,7% décidée en 2008.

> ***Ce sont les Européens qui réduiront leur part, notamment la France, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et la Belgique. Les États-Unis ne sont pas concernés et il n'est pas certain que les pays émergents qui disposent de parts supérieures à leur poids économique pour des raisons historiques (Russie, Arabie***

saoudite, Argentine) acceptent de faire des sacrifices.

Le Brésil, l'Inde et la Chine souhaitaient un déplacement de capital plus important, pour avoir une parité entre pays du Nord et du Sud. Les Français rejettent une telle vision, qui conduirait à institutionnaliser un affrontement Nord-Sud.
La répartition actuelle des droits est jugée inéquitable : la Chine (3,7 % des droits de vote) pèse nettement moins lourd que la France (4,9 %) avec une économie une fois et demie plus grande. Le Brésil détient 1,4 % des voix, soit moins que la Belgique (2,1 %) alors qu'elle a une économie trois fois plus grande.
Le rééquilibrage des droits de vote au sein du FMI est jugé décisif pour rétablir la confiance des pays du Sud dans une institution appelée à surveiller la coordination macroéconomique des pays de la planète en association avec le G20. A partir de la crise asiatique de 1998, le FMI avait été accusé d'imposer des recettes occidentales et délégitimées.
Pour éviter une intervention jugée intrusive du FMI, les pays émergents pratiquaient "l'auto-assurance", constituant de vastes réserves de devises grâce à une monnaie sous-évaluée, ce qui provoquait une compétition jugée désastreuse pour l'emploi dans les pays du Nord.
Le G20 se dirigerait vers un encadrement des règles de fixation des bonus des traders, cependant il n'y aurait pas de plafonnement individuel des rémunérations. Concernant les paradis fiscaux, stigmatisés depuis le G20 de Londres, en avril, la Suisse est parvenue in extremis à sortir de la liste grise des pays non coopératifs. Elle a signé un douzième accord d'échange d'informations – avec le Qatar – comme l'exige l'OCDE. Le Monde